

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à une question identique à la Chambre. J'ai précisé que certains députés avaient effectivement exprimé des préoccupations au sujet de certaines dispositions du projet de loi. Une réunion du caucus aura lieu afin d'examiner cette question.

Comme je l'ai dit à l'époque, le gouvernement n'a nullement l'intention de déroger au principe de cette mesure. Il serait toutefois surprenant qu'une mesure législative quelconque et le projet de loi C-72 en particulier, étant donné son ampleur et sa portée, puissent franchir les différentes étapes de l'étude à la Chambre et au comité sans amendement. Je suis certain que le député serait le premier à le faire remarquer.

Le gouvernement n'a nullement l'intention de déroger au principe de ce projet de loi. Si l'on nous recommande de faire certaines mises au point ou d'apporter des éclaircissements, nous ne manquerons pas d'en tenir compte.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, par le passé, tous les chefs à la Chambre et tous les partis du Canada ainsi que la majorité des députés de tous les partis ont toujours été en faveur de certaines mises au point, notamment pour améliorer une mesure législative. C'est une chose, c'en est une autre que de proposer 15 amendements qui anéantiraient cette mesure. C'est là une chose totalement inacceptable pour la Chambre et qui le sera aussi, je l'espère, pour le gouvernement.

● (1430)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je viens de préciser la position du gouvernement. Je ne comprends pas pourquoi le député s'énerve tant. Je sais qu'il y a des dissensions assez sérieuses au sein de son parti au sujet de sa politique concernant l'OTAN. Nous n'en profitons pas pour exploiter cette question . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Monsieur le Président, excusez-moi, nous le faisons à l'occasion, mais sans exagérer.

M. Broadbent: J'étais sur le point de dire que le vice-premier ministre est un homme honorable et en général tout à fait sincère.

ON DEMANDE DE HÂTER LE VOTE SUR LE PROJET DE LOI

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, permettez-moi de revenir à cette question que le vice-premier ministre, la Chambre et le pays tout entier considèrent comme très sérieuse. Puisqu'il vient d'affirmer que le gouvernement demeurerait fidèle au principe du projet de loi qui a été présenté, peut-il garantir à la Chambre que les réunions avec ses députés de l'arrière-ban seront bientôt terminées afin que nous puissions nous prononcer sans plus tarder à la Chambre sur cette importante question de principe?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur

le Président, voilà une nouvelle très intéressante. Si le NPD et les libéraux nous affirment qu'ils n'ont pas l'intention de faire intervenir d'autres orateurs, je suis sûr que nous pourrions étudier cette question assez rapidement.

Je remercie le député pour l'intérêt qu'il manifeste. Je souhaiterais qu'il soit un peu patient. Nous étudions actuellement le budget et lorsque nous en aurons terminé, nous pourrions certainement passer à l'étude de cette mesure. C'est une mesure extrêmement importante et nous entendons bien l'étudier.

ON DEMANDE D'ACCÉLÉRER L'ADOPTION DU PROJET DE LOI

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question concerne le même rapport du comité de l'arrière-ban du parti conservateur. Si le gouvernement est attaché aux principes du projet de loi, s'il n'envisage que de petits changements techniques sans grande importance, tout cela peut certainement se faire après la deuxième lecture et les auditions, dans le cadre d'un comité de la Chambre et non dans les coulisses du caucus conservateur. Est-ce que le ministre s'engage à procéder rapidement dans le cas de ce projet de loi, comme le demandent Alliance Québec et l'Association des francophones hors-Québec? Promet-il que les modifications suivront la procédure normale de la Chambre?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je peux conclure, d'après l'intervention du député, que les libéraux souhaitent l'adoption rapide de ce projet de loi. J'en suis très heureux. C'est une bonne chose.

Le député est à la Chambre depuis longtemps. Il sait que des discussions se tiennent dans les caucus. Je sais bien, de mon côté, qu'il y a des divergences d'opinions dans le sien. Je suis même certain que le caucus libéral a au moins trois opinions distinctes sur tous les sujets ou presque, ce qui lui permet de tenir des réunions plus calmes.

Ce sont des questions très importantes qui doivent être discutées. Nous avons l'intention de le faire. Nous nous occupons du projet de loi. Bien sûr, je suis heureux de constater que nous pourrions compter sur la collaboration des partis d'opposition.

L'ANNONCE PUBLIÉE PAR L'ALLIANCE FOR THE PRESERVATION OF ENGLISH IN CANADA

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ces députés conservateurs de l'arrière-ban ont étalé publiquement les critiques qu'ils ont à formuler contre le projet de loi, tout comme *Alliance for the Preservation of English in Canada* qui a acheté de pleines pages de publicité dans les journaux du pays. Je demande au ministre si, avec les ressources du gouvernement, il a l'intention de réfuter publiquement ces allégations non fondées et ces renseignements trompeurs qui émanent de députés conservateurs de l'arrière-ban et d'*Alliance for the Preservation of English in Canada*? Rétablira-t-il les faits dans les journaux pour reprendre la méthode de ces groupes?